



HAL
open science

Quelle intelligence pour la ville de demain ?

Marcel Moritz

► **To cite this version:**

Marcel Moritz. Quelle intelligence pour la ville de demain ?. Ecologik, 2017, Ecologik, 56, pp.104-107.
hal-03123938

HAL Id: hal-03123938

<https://hal.univ-lille.fr/hal-03123938>

Submitted on 17 Feb 2024

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Quelle intelligence pour la ville de demain ?

Marcel Moritz

Le concept polysémique de ville intelligente revêt une importance croissante dans notre société. Cette révolution digitale urbaine est-elle réellement en mesure de résoudre les divers maux dont souffrent trop fréquemment nos villes ?

Le terme de ville intelligente connaît un succès mondial fulgurant. Rares sont les projets urbains qui ne se le sont pas approprié, pouvoirs publics et acteurs privés brandissant chaque jour un peu plus haut l'étendard de la ville intelligente comme promesse rayonnante de lendemains citadins enchanteurs. Pourtant, ce concept de ville intelligente, traduction littérale du terme anglo-saxon *smart-city*, mérite d'être approfondi, analysé, peut-être même critiqué. Deux points majeurs apparaissent alors.

Tout d'abord, le concept est d'une grande imprécision : il ne dit rien des outils à mettre en place pour parvenir à cette promesse d'intelligence urbaine, laissant le soin à chacun de définir, d'imaginer, de rêver la ville intelligente à sa guise. Il est généralement admis que la ville intelligente repose sur un traitement toujours plus massif de données numériques, soutenu par un progrès technique rapide. Toutefois, ces usages numériques peuvent eux-mêmes être extrêmement divers : caméras permettant d'analyser et de fluidifier le trafic routier, gestion informatisée des flux d'énergie, nombreux capteurs implantés sur les réseaux d'eau, outils 3D de simulation de planification urbaine, analyse prédictive des zones et horaires où crimes et délits sont les plus fréquents, etc. De facto, cela n'ôte-t-il pas toute cohérence intrinsèque, toute homogénéité au concept de ville intelligente ? En d'autres termes, s'il n'est aujourd'hui guère de ville qui ne se réclame intelligente, il est permis de se demander si cela a réellement un sens.

Ensuite, cantonner la ville intelligente à une exploitation de données numériques est probablement réducteur. Par exemple, la limitation des embouteillages peut bien entendu passer par une analyse en temps réel du trafic automobile ou par la mise en place de péages urbains avec lecture automatisée des plaques d'immatriculation, mais si les voies de circulation sont sous-dimensionnées, force est de constater que cela risque fort de ne pas être utile. Quant aux bâtiments, ils peuvent être équipés de nombreux capteurs communicants permettant d'analyser en temps réel leur consommation énergétique et d'adapter les flux, cela ne sert à rien si les méthodes de construction ne sont pas conformes aux standards d'isolation thermique élémentaires. Enfin, réduire la délinquance peut effectivement passer par l'analyse de données, notamment celles issues des caméras de vidéoprotection couplées à des algorithmes détectant les comportements anormaux. Toutefois, penser que la surveillance de masse est l'unique solution pour limiter criminalité et délinquance constitue probablement un raccourci dangereux.

La ville intelligente, un concept marketing ?

La ville intelligente requière de nombreuses technologies : des caméras, des capteurs, des bases de données et donc des serveurs, des logiciels. Elle constitue par conséquent un marché économique substantiel, ce qui n'a pas échappé aux opérateurs économiques : « les gros opérateurs ont été les premiers à se mettre sur ce marché, quand ils ne l'ont pas créé : Cisco et IBM sont à l'origine du concept marketing, voilà une dizaine d'années. Ils ont vendu une approche où le numérique est mis au service d'une optimisation du fonctionnement de la

collectivité »¹. Ajoutons à cela que les solutions intelligentes permettent de créer de nouveaux marchés. Par exemple, il n'est juridiquement pas permis de déléguer la surveillance de l'espace public à une entreprise privée. Concrètement, cette dernière peut être missionnée pour installer des caméras, mais seul un agent public pourra visionner les images et décider de faire intervenir les forces de l'ordre. Toutefois, rien n'interdit à une entreprise privée de fournir un algorithme de détection de comportements anormaux à une commune, algorithme qui assistera les agents dans leur tâche de surveillance de la voirie en mettant en exergue les comportements inhabituels. Là où il n'y avait pas de marché, du fait d'un obstacle juridique, une nouvelle opportunité économique s'ouvre ainsi. Autre exemple, le secteur de l'adduction d'eau et l'assainissement. Dans ce domaine, de multiples contrats ont été récemment remis en cause et de nombreuses communes et structures intercommunales ont décidé à cette occasion de reprendre en régie l'exploitation de leurs réseaux et installations. Dans le même temps, le concept de « smart water » a été développé, et certaines entreprises proposent désormais une nouvelle approche contractuelle, intégrant les données. L'installation de capteurs et l'analyse des données permet, ce faisant, de gérer les pressions, de détecter les fuites et de réduire la consommation d'eau. Ainsi, dans les communes du Grand Lyon, Veolia, associé à IBM, met en place un réseau de capteurs de localisation des fuites sur 2 000 kilomètres de réseau. Mais le marché de l'eau n'est qu'une illustration : électricité, infrastructures routières, stationnement, espaces verts, sécurité urbaine. Partout des solutions intelligentes, nécessitant généralement de lourds investissements, se développent.

La ville intelligente, eldorado ou cauchemar orwellien ?

La vision d'une ville intelligente data-centrée interroge aussi quant à la place que l'humain y occupera. Ne devons-nous pas craindre les dérives d'une ville qui saura tout ou presque de ses habitants ? La technologie permet aujourd'hui, par exemple, l'identification à distance d'un individu avec une simple image de son iris. Les caméras et les algorithmes actuels nécessitent encore que l'individu soit peu mobile et proche du dispositif. Mais demain, lorsque des caméras pourront identifier un individu à plusieurs dizaines voire centaines de mètres, qui pourra encore flâner anonymement dans sa ville ? A moins que le droit ne vienne poser des barrières, ces usages finiront par se développer. Est-ce là un sacrifice que nous sommes tous disposés à faire pour notre sécurité ?

Bien plus, les algorithmes pourraient fort, dans un proche avenir, prendre la place des décideurs publics et remettre en cause nos modes courants de gestion urbaine. Par exemple le groupe Alphabet (Google) se positionne actuellement sur le terrain des services publics urbains numériques notamment via sa filiale Sidewalk Labs, dont la vocation est de résoudre les problèmes rencontrés par les grandes villes. Cela interpelle quant au rôle même de la puissance publique. A ce titre, le déploiement d'applications permettant de signaler en temps réel les problèmes rencontrés au sein d'une ville constitue un exemple intéressant. Autrefois, si des poubelles n'étaient pas ramassées, le citoyen appelait la mairie ou interpellait directement un élu. Désormais, il lui suffit parfois de signaler l'incident sur une application dédiée, qui le géolocalise et informe les agents des services de propreté situés à proximité. A priori, tout cela est fort anodin et largement bénéfique. Mais avec la généralisation de ces applications et leur connexion directe aux services publics, quel rôle restera-t-il aux élus et à la puissance publique ? Google, Cisco ou IBM – par exemple - ne sont-ils pas capables de gérer ainsi efficacement une ville dans son ensemble ? La technologie n'influence donc pas simplement notre conception de la ville ; elle a aussi un impact sur son mode de gestion.

¹ Arnaud Garrigues et Sabine Blanc, « La Smart city à la recherche de modèles économiques », La Gazette des communes, 13 mai 2016, en ligne sur <http://www.lagazettedescommunes.com/441803/la-smart-city-a-la-recherche-de-modeles-economiques/>

Penser la ville intelligente

In fine, il importe de penser la ville intelligente, d'en connaître les ressorts technologiques et d'analyser son impact humain, juridique, politique, économique. En somme, être conscient du fait qu'il peut s'agir de la meilleure comme de la pire des choses. Dans une société au sein de laquelle l'acceptation des technologies innovantes est devenue un réflexe quasi-pavlovien, le défi est probablement loin d'être gagné. Pour s'en convaincre, une question suffira : y a-t-il parmi vous, lecteurs, une seule personne qui n'a jamais cliqué machinalement sur la case « j'accepte les conditions générales d'utilisation » ?